

Connectivité et mobilité des personnes déplacées dans la province du Sud-Kivu, RDC : approche configurationnelle appliquée

Carolien JACOBS et Benjamin ETZOLD

Résumé : En raison des conflits armés dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC), de nombreuses personnes fuient leur lieu d'origine, en tant que "personnes déplacées à l'intérieur du pays" (PDI). Bukavu est l'un des centres urbains qui les attirent en grand nombre. Comment reconstruisent-elles leur vie ? Dans quelle mesure utilisent-elles la mobilité comme une ressource ? Et quel est le rôle de leurs liens sociaux dans cette nouvelle sphère ? Cette introduction du cahier spécial présente le projet de recherche sur lequel reposent la plupart d'articles de ce numéro. Elle présente d'abord le cadre conceptuel qui est utilisé pour étudier les principales questions de recherche. Elle présente ensuite l'approche de la sociologie configurationnelle d'Elias Norbert et la manière dont cette approche peut être utilisée pour étudier les déplacements prolongés. La connectivité et la mobilité sont deux concepts clés qui sont exposés plus en détail. La deuxième partie de cette introduction présente les différentes contributions à ce numéro spécial.

Mots clés : Déplacement prolongé, PDI, sociologie configurationnelle, translocalité, connectivité, mobilité, agence, RDC.

Introduction

Bukavu a connu une croissance exponentielle de sa population au cours de trois dernières décennies. Demandez aux habitants de la ville leur origine, et il est fort probable qu'ils vous répondent qu'eux-mêmes ou leurs parents sont nés dans l'un des territoires ruraux de la Province du Sud-Kivu. Qui sont les nouveaux arrivants dans la ville ? Qu'est-ce qui les motive à quitter leurs villages ancestraux ? Dans quelle mesure doivent-ils être considérés comme des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) ? Et dans quelle mesure sont-ils des migrants réguliers ? Comment reconstruisent-ils leur vie dans la ville ? Il est clair que les raisons qui poussent les gens à migrer vers Bukavu varient et qu'il est souvent impossible de trouver une seule réponse. L'insécurité joue un rôle, mais n'est certainement pas le seul facteur. Ce numéro spécial se penche sur ces questions et vise à faire vivre en particulier les personnes déplacées qui se sont récemment ou moins récemment installés dans la ville. Certaines d'entre elles ont fui à cause des conflits armés dans leur communauté d'origine, d'autres ont des raisons

plus personnelles de craindre pour leur vie, raisons liées par exemple à des accusations de sorcellerie. Dans la ville, la plupart des déplacés cherchent activement à établir des liens avec les membres de leur communauté d'origine qui y sont déjà mieux intégrés. Mais ils investissent également dans l'établissement de nouveaux contacts. D'autres viennent avec des ressources financières et matérielles à leur disposition, tandis que d'autres ne savent pas comment s'en sortir. D'autres encore s'intègrent rapidement, se sentent chez eux en ville et n'ont plus envie de revenir, d'autres font régulièrement des allers-retours entre leurs deux domiciles et vivent dans l'incertitude. Ce que la plupart d'entre eux ont en commun est qu'ils vivent dans une situation que les décideurs politiques qualifieraient de "déplacement prolongé" ; une situation dans laquelle ils ne peuvent pas retourner de façon permanente dans le milieu d'origine, mais ne parviennent pas non plus à s'intégrer pleinement dans leur nouvel environnement.

La prise en charge de la problématique des déplacés se réalise soit par le biais des pouvoirs publics soit par les ONGs à l'occasion de certains projets. C'est le cas de TRAFIG. En s'appuyant sur (Etzold *et al.*, 2019), ce chapitre d'introduction présente le cadre théorique et les thèmes centraux du projet TRAFIG dans son acronyme en Anglais '*Transnational Figurations of Displacement*'.¹ Pour cela, la première partie de cet article expose le concept de configurations sociales, comprises comme des constellations sociales dynamiques entre des individus interdépendants qui sont produites dans et par des interactions et des transactions (Elias, 1978). Sur cette base, la deuxième partie redéfinit le déplacement prolongé comme une configuration, dans laquelle les capacités et les opportunités des personnes déplacées sont sévèrement limitées pendant des périodes prolongées. Les décideurs politiques partent du principe selon lequel le déplacement prolongé prend fin une fois que les personnes ont trouvé l'une des trois solutions durables au déplacement : le retour, l'intégration locale ou la réinstallation. De multiples forces structurelles les empêchent d'utiliser leurs capacités et de faire des choix libres pour parvenir à ces solutions : les forces de déplacement durables entravent le retour ; les forces de marginalisation empêchent l'intégration locale ; les forces d'immobilisation bloquent les chances de chercher un avenir ailleurs. Les déplacements prolongés sont cependant beaucoup moins statiques et fixes qu'on ne le pense généralement.

¹ Veuillez noter que cette introduction est une version abrégée du document de travail TRAFIG 1 qui a été rédigé pour définir le cadre conceptuel du projet. Certains ajustements ont été faits pour mieux adapter les concepts au contexte congolais. Pour une compréhension plus complète du cadre conceptuel, veuillez consulter le document de travail complet (Etzold *et al.* 2019).

Les personnes déplacées ont de l'influence, comme le montre l'objectif configurationnel. Elles développent diverses stratégies pour faire face à des situations difficiles et pour naviguer les régimes de gouvernance de l'aide et de l'asile, ou elles prennent leurs propres initiatives pour reconstruire leur vie. Pour comprendre la dynamique des déplacements prolongés, il est nécessaire de mieux comprendre les perspectives, les capacités et les pratiques des personnes déplacées et de reconnaître que leur vie quotidienne transgresse souvent les lieux et les territoires. La connectivité translocale et la mobilité humaine peuvent servir de ressources pour faire face aux déplacements prolongés et s'en sortir.

La dernière partie de ce chapitre présente les thèmes clés de ce numéro spécial et les différentes contributions. Ces contributions mettent en lumière un groupe de personnes souvent négligé et méprisé à Bukavu, à savoir le groupe de personnes déplacées qui se sont installées dans la ville dans l'espoir de trouver une sécurité physique et socio-économique. Les articles ont en commun le fait de reconnaître l'importance de la connectivité et de la mobilité des personnes pour améliorer leur protection et assurer leurs moyens de subsistance.

Configurations sociales

Norbert Elias a inventé le concept de "configurations sociales" pour faire le pont entre la perspective micro et macro et pour étudier ce qui se passe au niveau méso (Elias, 1978; Baur and Ernst, 2011). Dans le domaine de la sociologie, une micro perspective signifie qu'il faut examiner les acteurs individuels, leurs perceptions et leurs actions. Une macro perspective accorde une plus grande attention aux structures, aux institutions et à leurs fonctions au sein des sociétés. Mais il y a quelques décennies déjà, d'éminents sociologues affirmaient qu'il était nécessaire d'examiner l'interaction entre les deux et d'étudier le niveau méso. Selon Giddens (1984), cela signifie qu'il faut examiner à la fois l'action d'un individu et les structures au sein desquelles cet individu agit. Bourdieu a mis l'accent sur les pratiques et l'habitus (Bourdieu, 1985).

Le concept de configuration sociale peut être utilisé comme un outil heuristique pour comprendre les relations sociales structurées ainsi que l'émergence contingente et la dynamique inhérente de la vie sociale. Il s'agit des constellations sociales entre les individus interdépendants et elles sont façonnées par les interactions et les transactions entre ces

individus. Il est important de comprendre la manière dont ces individus sont reliés les uns aux autres au sein de leurs configurations sociales. Celles-ci peuvent être analysées à différents niveaux d'échelle : d'un petit groupe qui a de nombreux liens denses différents, comme une famille, à un groupe plus large comme un bon nombre de personnes originaires d'une seule communauté ou d'un seul groupe ethnique, ou même de l'État-nation.

La relationnalité est un premier élément clé de l'analyse des configurations sociales. En général, on suppose que les liens dans les sociétés à petite échelle sont plus denses et les relations plus multiplexes que dans les sociétés à grande échelle (Gulliver, 1979). Nous pouvons imaginer que les personnes provenant d'une "colline" particulière du Sud-Kivu sont reliées entre elles de multiples façons. En effet, quelqu'un peut être relié à ses voisins non seulement en raison de la proximité des maisons, mais aussi parce que son voisin est son oncle et enseigne à l'un de ses enfants à l'école primaire, et parce que sa femme est la personne qui lui vend habituellement de l'huile de cuisine. Il peut aussi avoir des liens avec ses voisins en tant que cousine, en tant que coiffeuse préférée, et en tant que la personne qui aide de temps en temps à transporter sa moto. Il est facile d'imaginer que plus une relation est multiple, plus le lien est fort. Les relations multiplexes sont caractérisées par une plus grande interdépendance. Il est donc moins probable que ces liens soient rompus facilement ; les gens dépendent les uns des autres de diverses manières. La configuration sociale est façonnée de manière dynamique par les interactions des personnes mais aussi par les transactions. Celles-ci peuvent être des transactions de ressources, mais aussi d'idées et d'informations qui peuvent être utiles (Elias, 1978; Emirbayer, 1997).

L'ensemble de la configuration sociale d'une petite communauté sera souvent constitué d'une forte chaîne d'interdépendance entre les individus de cette communauté. Dans un milieu urbain comme Bukavu, les gens peuvent - du moins à long terme - développer des relations avec un plus grand nombre de personnes que dans la petite communauté de la zone rurale d'origine, mais ces relations sont souvent moins complexes : votre voisin n'est pas nécessairement lié à vous de diverses autres manières. Les relations denses et multiples dans la société à petite échelle sont perçues plus solides que les relations plus singulières en milieu urbain. L'avantage des liens plus faibles, cependant, est qu'ils ont le potentiel de relier les gens à des configurations sociales nouvelles et différentes dont ils ne font pas automatiquement partie (cf. Granovetter, 1973 sur la force des liens faibles). Les nouveaux arrivants dans la ville doivent trouver des points d'entrée pour entrer dans la configuration sociale de la ville. Les relations qui existaient avant le déplacement peuvent leur être utiles.

Une deuxième partie de l'analyse de la configuration examine la dynamique du pouvoir de trois manières différentes ; chaque individu est positionné par rapport aux autres selon une hiérarchie sociale. Quelqu'un peut monter et descendre sur cette échelle hiérarchique. Ceci est, entre autres, influencé par la dépendance entre les individus et les groupes ; un nouvel arrivant à Bukavu qui est bien connecté à un groupe puissant d'entrepreneurs, par exemple, peut rapidement monter, car ces entrepreneurs peuvent aider cette personne à s'intégrer facilement dans la ville. Mais la position de pouvoir des gens dépend aussi beaucoup de leur propre capacité à agir, à prendre des initiatives et à se débrouiller seuls. L'agence d'un acteur joue un rôle important à cet égard, car c'est essentiellement l'initiative de la personne elle-même qui l'aide à mieux se positionner (voir de Haan and Zoomers, 2005; Pansardi, 2012 sur les différentes connotations du pouvoir).

Les configurations ne sont évidemment pas statiques, mais dynamiques et changeantes dans le temps et l'espace (Kaspersen and Gabriel, 2008). Avant le déplacement, la configuration sociale d'une personne était probablement façonnée dans une large mesure par les relations dans la communauté d'origine. Mais les personnes plus mobiles, comme les commerçants ou les personnes qui ont travaillé dans les zones minières ailleurs dans la province, peuvent faire partie de configurations sociales plus larges. Cela pourrait leur permettre de rechercher plus facilement des liens avec de nouvelles configurations. Lors d'un déplacement, certaines relations de l'"ancienne" configuration peuvent encore être actives ; les gens gardent des liens par exemple avec des familiers qui restent au village, ou ils peuvent mobiliser les liens de parentés avec d'autres qui ont déménagé à Bukavu avant eux. Plus une personne déplacée réside longtemps dans un lieu de refuge, plus sa vie sociale se complexifie, ce qui conduit à des configurations plus différenciées.

La sociologie de la configuration d'Elias s'intéresse à la façon dont les configurations sont façonnées et transformées dans le temps et l'espace. La relation et le pouvoir jouent clairement un rôle à cet égard. Dans le cas des personnes déplacées, nous constatons que la transformation initiale d'une configuration sociale dans le temps et l'espace est déclenchée par des facteurs externes ; les gens fuient à cause de la violence et de l'insécurité et n'ont pas le pouvoir de changer eux-mêmes cette situation pour le mieux. C'est là que le niveau macro rencontre le niveau micro de la vie quotidienne des gens, et que nous constatons que l'action des gens est limitée par des facteurs structurels. Cela a un impact non seulement sur leur pouvoir d'action,

mais aussi dans la mesure où ils sont capables d'exercer un pouvoir ou une influence, c'est-à-dire ils sont capables de mobiliser des relations et des ressources au sein de leur configuration. Si l'insécurité les empêche de retourner dans leurs communautés d'origines, ils sont également coupés, dans une certaine mesure, des possibilités que leurs configurations communautaires pourraient leur offrir.

Pour notre étude des configurations du déplacement, l'unité de survie, une forme élémentaire de configuration autour de laquelle s'organise la vie sociale, doit être approfondie (Elias, 1978; Kaspersen and Gabriel, 2008). Une unité de survie s'articule autour des principes de sécurité (par exemple, l'exercice de la violence pour défendre les membres de cette configuration), de subsistance économique (la production et la reproduction de biens et de services pour ses membres), d'identité (il existe une croyance commune dans sa fonction, son unité et, par conséquent, ses institutions et ses symboles) et de territorialité (c'est-à-dire un espace clairement délimité dans lequel des interactions ont lieu, qui est défendu contre les revendications et les interventions des autres, et qui est reconnu par ceux qui sont en dehors de cette configuration).

L'État territorial est souvent la forme la plus dominante d'une telle unité de survie à l'heure actuelle, mais d'autres formes sociales et spatiales d'unités de survie peuvent également remplir les mêmes fonctions de survie de base, comme les tribus. Selon Elias, l'essentiel est que ces unités de survie soient, au moins dans une certaine mesure, fonctionnellement autonomes par rapport aux autres configurations, qu'un acteur légitime ait le monopole des moyens de violence au sein de cette configuration et que des personnes naissent dans cette unité de survie, c'est pourquoi il ne s'agit pas d'une "communauté par choix", mais d'une "communauté de destin" (Elias, 1978: 134-140; Kaspersen and Gabriel, 2008: 374-381).

Un objectif configurationnel pour étudier le déplacement

Les notions de "configuration" et d'"unité de survie", en tant que l'une de ses formes distinctes, peuvent être utilisées de plusieurs façons dans le contexte du déplacement. Sur la base des études ci-dessous, nous réfléchissons brièvement aux caractéristiques principales des configurations du déplacement le long d'une trajectoire de mobilité "typique" de personnes qui ont fui en raison d'un conflit violent, de persécutions, de violations des droits de l'homme ou

d'autres menaces existentielles. Il est important de noter que les turbulences des conflits violents et de la mobilité spatiale entraînent une multiplication et une fragmentation des configurations par rapport aux situations d'avant conflit et d'avant déplacement, et que les personnes déplacées sont souvent fortement limitées dans leur mobilité et leurs actions de la vie quotidienne par de multiples forces structurelles. Quelques points clés :

Les conflits violents, ainsi que d'autres crises existentielles telles que les catastrophes ou les crises alimentaires graves, déclenchent non seulement des déplacements, mais aussi des transformations fondamentales et très turbulentes des cadres configurationnels plus larges. Chaque conflit armé, par exemple, est marqué par différentes phases au cours desquelles les parties belligérantes gagnent et perdent le contrôle territorial, la puissance militaire, les ressources économiques, l'autorité et la reconnaissance publique. Les changements d'équilibre des pouvoirs dans les configurations sont la raison même des conflits, en expliquant la dynamique et en déterminent l'issue. Le paysage configurationnel après un conflit n'est jamais le même qu'avant, ce qui explique aussi pourquoi le retour "chez soi" n'est pas une option réaliste pour de nombreuses personnes déplacées.

Les personnes sont déplacées parce qu'elles ont perdu leur position et la protection de "leur" unité de survie. Dans le contexte des conflits, certaines personnes ne sont plus protégées parce que les acteurs puissants qui les composent ont perdu leur autorité et leur pouvoir militaire sur le territoire. La configuration peut ne pas se dissoudre en tant que telle, mais perdre la capacité de protection de ses citoyens. En conséquence, les hiérarchies de position dans la société sont radicalement modifiées, ce qui entraîne une dissociation des individus de la configuration étatique à laquelle ils appartenaient autrefois.

Pendant le conflit et le déplacement initial, les représentations d'avant le conflit qui façonnent la vie quotidienne des gens sont transformées et parfois même dissoutes. Alors que certaines familles peuvent fuir ensemble, d'autres sont déplacées à des moments différents et fuient vers des lieux différents, ce qui entraîne une dispersion de la famille dans plusieurs endroits et potentiellement aussi une fragmentation du sentiment interne d'unité et d'appartenance d'une famille. Les quartiers, unités de travail, groupes religieux ou autres configurations qui structuraient la vie quotidienne avant la guerre sont également déchirés et peu susceptibles de se reconstituer de la même manière en un autre lieu ou même au même endroit des années après la fin d'un conflit.

En fuyant, les gens entrent dans des multiples configurations de mobilité, quelque peu fluides et peu sûres. Comme elles ne sont pas suffisamment protégées par l'État pendant leur déplacement, les personnes déplacées peuvent chercher un soutien et une protection en dehors de l'État, par exemple auprès de groupes armés ou de petites unités sociales de confiance comme leur famille principale ou d'autres personnes déplacées. En raison de leurs besoins existentiels, de leurs fortes différences de pouvoir et de leur dépendance, les personnes en fuite sont très vulnérables aux abus et à l'exploitation lorsqu'elles se fraient un chemin à travers les configurations temporaires rencontrées au cours de leur voyage. À cette époque, leur propre agence est plus limitée. Les configurations de déplacement sont particulièrement marquées par la violence, la précarisation et la marginalisation.

Ayant fui vers un nouvel environnement, les personnes déplacées doivent trouver leur place dans des nouvelles configurations, dont les structures et les règles leur sont initialement inconnues. Dans chacune de ces configurations, elles sont confrontées à des structures hiérarchiques préexistantes dans lesquelles elles doivent naviguer ; elles créent des nouvelles relations personnelles et apprennent les "règles du jeu" respectives, et elles doivent adapter leurs comportements pour s'en sortir et avancer dans leur vie. Les personnes déplacées peuvent se retrouver coincées dans des situations de déplacement prolongé, sur lesquelles elles n'ont qu'un contrôle limité et qu'elles perçoivent comme limitatives, précaires et incertaines.

Ces représentations peuvent s'étendre à un espace translocal de soins, de solidarité et de confiance. Si toutes les configurations décrites dans les paragraphes précédents sont en quelque sorte ancrées dans les lieux et les territoires où les personnes déplacées vivent et passent, il faut souligner que les configurations ne sont pas nécessairement liées à un lieu ou à un espace unique. Celles dans lesquelles les personnes déplacées trouvent un soutien émotionnel et des moyens de subsistance, une certaine sécurité et un sentiment d'appartenance, peuvent transgresser le temps et le lieu et se situer dans un espace translocal. Les configurations translocales du déplacement sont constituées, d'une part, par des relations d'interdépendance déterritorialisées et des transactions entre des lieux nodaux dans des réseaux - par exemple, les multiples sites interconnectés où vivent les membres d'une famille. D'autre part, elles sont structurées par des ordres territoriaux en ce sens que l'accès à la protection ainsi qu'aux marchés du travail et aux services sociaux sont organisés par des acteurs territoriaux tels que l'État ou des acteurs humanitaires non étatiques.

Déplacement prolongé

Depuis le début des années 2000, les déplacements prolongés ont fait l'objet d'une attention croissante de la part des chercheurs et des acteurs humanitaires (Crisp, 2003; Loescher and Milner, 2005; Adelman, 2008; Bohnet *et al.*, 2015; Hyndman and Giles, 2016), bien que des études beaucoup plus anciennes aient déjà noté que les solutions durables restaient insaisissables dans des nombreux contextes de déplacement pendant de longues périodes (voir Stein and Clark, 1990 sur les camps de réfugiés en Afrique). Suite aux contributions antérieures à ce débat, le Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR) a formellement adopté le concept de "situations de réfugiés prolongées" comme concept clé guidant son analyse et sa réponse aux situations de réfugiés dans le monde. L'observation selon laquelle une part importante et croissante de la population mondiale de réfugiés vit dans un état d'incertitude existentielle de déracinée depuis des décennies, avec peu de perspectives de rapatriement, de réinstallation ou d'intégration locale, est au cœur de ce concept. La métaphore de "vivre dans les incertitudes" y est fréquemment utilisée (Kits, 2005; Brun and Fábos, 2015).

S'appuyant sur les recherches et les politiques relatives aux situations de réfugiés prolongées, Kälin et Entwisle Chapuisat définissent comme suit les "situations de déplacement interne prolongé" :

"situations dans lesquelles les progrès tangibles vers des solutions durables sont lents ou bloqués pendant des périodes importantes parce que les personnes déplacées sont empêchées ou incapables de prendre des mesures leur permettant de réduire progressivement la vulnérabilité, l'appauvrissement et la marginalisation auxquels elles sont confrontées en tant que personnes déplacées, afin de retrouver une vie autonome et digne et, en fin de compte, de trouver une solution durable" (Kälin and Entwisle Chapuisat, 2017: 20, notre traduction).

Un aspect essentiel de cette définition est qu'elle établit un lien direct entre le déplacement prolongé et l'absence des solutions durables. Dans le contexte du déplacement interne, le Comité permanent inter-organisations (IASC), un mécanisme des Nations Unies pour la coordination stratégique de l'aide humanitaire créé en 1992, a établi une définition des solutions durables qui lie celles-ci à l'absence de besoins d'assistance et de protection, définissant une solution durable comme "réalisée lorsque les personnes déplacées n'ont plus des besoins spécifiques d'assistance et de protection qui sont liés à leur déplacement et que ces personnes

peuvent jouir de leurs droits fondamentaux sans discrimination résultant de leur déplacement" (IASC, 2010: 5).

Tout en faisant également référence aux trois solutions classiques développées dans le contexte des réfugiés, à savoir le retour et la réintégration sur le lieu d'origine, l'intégration locale dans les zones de refuge et la (ré)installation et l'intégration dans une autre partie du pays, le cadre du IASC sur les solutions durables pour les PDI définit en outre un ensemble de critères qualitatifs pour évaluer si une solution durable a été atteinte.

Ces critères sont :

- la sûreté et la sécurité à long terme ;
- la jouissance d'un niveau de vie adéquat sans discrimination ;
- l'accès aux moyens de subsistance et à l'emploi ;
- les mécanismes efficaces et accessibles pour restaurer les logements, les terres et les biens ;
- l'accès aux documents personnels et autres sans discrimination ;
- le regroupement familial ;
- la participation aux affaires publiques sans discrimination ; et
- l'accès à des recours et à une justice efficaces (IASC, 2010: 27).

Dans TRAFIG, nous partons du principe selon lequel des solutions durables peuvent être réalisées si les personnes déplacées ont elles-mêmes les capacités de reconstruire leurs vies après le déplacement et si elles ont la possibilité de le faire. TRAFIG distingue trois forces structurelles majeures qui façonnent les configurations du déplacement prolongé. Premièrement, ce sont les forces de déplacement qui provoquent le déplacement initial et qui continuent à jouer un rôle plus tard en tant qu'obstacle au retour. Sans retour (même occasionnel), il est plus difficile pour les personnes de capitaliser les ressources et les liens que leur configuration sociale dans la communauté d'origine a offert. Deuxièmement, il existe des forces de marginalisation dans le lieu de refuge. Ces forces entravent, voire bloquent totalement l'intégration locale. Ces forces marginalisantes peuvent provenir des membres des communautés d'accueil qui ne sont pas disposés à accepter les nouveaux arrivants qui leur font concurrence pour les rares ressources, services et possibilités d'emploi. Les sentiments de discrimination et de stigmatisation font qu'il est difficile pour les gens de se sentir chez eux et acceptés. Troisièmement, il existe des forces d'immobilisation qui entravent la mobilité des personnes et rendent difficile le passage à des pâturages plus verts si les conditions de déplacement ne permettent pas de vivre dans des conditions acceptables. Ces forces

immobilisantes peuvent également entraîner la séparation à long terme des membres de la famille. Dans le contexte de la RDC, nous notons par exemple que les hommes partent parfois dans les zones minières dans l'espoir de pouvoir subvenir aux besoins du reste de la famille restée en ville. Mais lorsque les revenus semblent inférieurs aux prévisions, ils sont incapables ou honteux de retourner dans leurs familles après quelques mois et n'arrivent pas non plus à contribuer aux besoins familiaux.

Outre les forces structurelles qui empêchent les gens de trouver des solutions durables à leurs situations de déplacement prolongé, il y a l'agence des gens eux-mêmes pour aborder et surmonter certains des défis auxquels ils sont confrontés. En utilisant leur agence, les gens transforment leurs configurations sociales et ont la possibilité de sortir de leur situation de dépendance et de "vie dans les incertitudes". Mais l'agence n'est pas divisée de manière égale entre les personnes. Il est donc difficile de faire des affirmations générales sur le processus de transformation. En examinant la vie des individus, TRAFIG vise à mieux comprendre comment les configurations sociales des déplacements prolongés sont façonnées et transformées. Une telle compréhension peut aider à mettre en évidence les facteurs critiques qui permettent ou empêchent la réalisation de solutions durables. Cette compréhension peut contribuer à améliorer les politiques et les interventions.

Connectivité et mobilité translocales

Des doutes ont souvent été émis quant à la capacité des trois "solutions durables" proposées classiquement à relever les défis du déplacement forcé (Milner and Loescher, 2011; Long, 2014; Bohnet *et al.*, 2015). Le rapatriement, l'intégration locale et la réinstallation, par exemple, ont longtemps été considérés comme des solutions distinctes plutôt que complémentaires. Les stratégies des décideurs politiques et du secteur humanitaire semblent également se concentrer sur les individus et les groupes se trouvant à l'endroit même où se déroule le déplacement prolongé, afin de relever les défis économiques, sociaux, politiques et administratifs les plus immédiats.

Une vision étroite basée sur le lieu, cependant, ne tient pas compte des liens translocaux intenses que des nombreuses personnes déplacées entretiennent avec les membres de leurs familles et leurs réseaux de parenté dans leurs communautés d'origines, ou ailleurs (Cohen and

Van Hear, 2017: 494). Bien souvent, comme dans le cas des réfugiés afghans, érythréens, soudanais et palestiniens, le déplacement a contribué à l'émergence d'une diaspora étendue, dispersée dans des nombreuses parties du globe (voir Cohen, 2008 pour une introduction aux études sur la diaspora). Étant donné que les familles et les réseaux de parenté sont dispersés dans des multiples endroits, les décisions de mobilité sont largement prises en fonction de l'éventail plus large d'options disponibles dans un espace transnational ou diasporique. Le rapatriement permanent, la solution politique largement privilégiée, ne correspond donc pas nécessairement aux préférences des ménages déplacés. Certains membres des familles sont souvent renvoyés "chez eux" temporairement pour "rétablir leurs droits et intégrer ces actifs dans leurs réseaux d'activités transfrontalières de subsistance" (van Hear, 2006: 12).

Faisant écho à ces déclarations, plusieurs auteurs ont conclu qu'au lieu de chercher des solutions au déplacement prolongé basées sur le lieu et limitées au territoire, il faut des nouveaux concepts centrés sur l'agence des personnes déplacées, leurs moyens de subsistance diversifiés, leurs relations translocales, leurs mobilités circulaires et des modes de vie plus fluides (Long, 2014; Cohen and Van Hear, 2017). De telles approches alternatives au déplacement prolongé doivent reposer sur des preuves empiriques.

Dans le prolongement de ces observations empiriques, le transnationalisme a été proposé comme "quatrième solution durable" au déplacement prolongé, reconnaissant que les interactions transfrontalières offrent plus que de simples liens fonctionnels entre ceux qui sont restés dans leur pays d'origine ou y sont retournés, ceux qui ont fui et vivent dans des pays de premier accueil et de transit, et ceux qui ont trouvé refuge dans un pays d'asile (Van Hear, 2006; Koser, 2007). Cohen and Van Hear (2017) ont développé l'idée du transnationalisme comme solution dans la vision utopique de la "refugia", un système politique transnational formé par les personnes déplacées et les communautés de la diaspora et basé sur une notion déterritorialisée de la citoyenneté. La notion de transnationalisme est reprise par de plus en plus de chercheurs dans les études sur les migrations forcées et les réfugiés, car elle permet d'étudier les liens entre les membres des familles qui ont été "laissés derrière", les travailleurs migrants, les réfugiés, les demandeurs d'asile et les groupes de la diaspora au-delà des frontières nationales. Cela a conduit à un débat plus nuancé où la mobilité et la connectivité transnationales ont été liées à d'autres questions telles que le thème important du développement (Glick-Schiller and Faist, 2010).

La connectivité translocale dans une perspective configurationnelle

Jusqu'à récemment, la recherche sur les migrations, les migrations forcées et les études sur les réfugiés étaient enfermées dans une pensée de conteneur territorial. L'idée dominante était que les migrants, y compris les réfugiés, (sont forcés) de quitter leur pays d'origine, de voyager - souvent en traversant les frontières par des moyens irréguliers -, puis d'arriver et de s'installer dans un pays de destination. Leur trajectoire de mobilité était communément décrite comme un processus linéaire, unidirectionnel et prévisible : Une fois partis, les migrants quittent définitivement leur foyer et s'installent "ailleurs", coupant les liens avec les lieux d'où ils viennent.²

Les chercheurs ont toutefois noté que des nombreux (anciens) migrants entretiennent et soignent leurs relations avec leurs pays ou leurs milieux d'origines, tout en développant des relations denses et en s'ancrant dans les lieux d'arrivée. Selon les fondateurs du concept, "la migration transnationale est le processus par lequel les immigrants forment et maintiennent des relations sociales simultanées et multiples qui relient entre elles leurs sociétés d'origine et d'établissement" (Glick Schiller, Basch and Szanton Blanc, 1995: 48, notre traduction). Si ces affirmations ont d'abord été contestées, après plus de 20 ans de débats scientifiques, l'imbrication des modes de vie des différentes nations, les pratiques des populations et les relations de rapprochement par-delà les frontières, ainsi que l'émergence et la reproduction de "champs sociaux transnationaux" sont devenues des thèmes dominants dans des études académiques des migrations internationales. Notre projet de recherche internationale en est une preuve.

Le concept de translocalité s'appuie sur le paradigme du transnationalisme car il plaide pour une compréhension relationnelle, en réseau et plurilocale de l'espace. La principale différence avec le transnationalisme réside dans le fait qu'il s'écarte d'une perspective nationaliste (Glick Schiller, Basch and Szanton Blanc, 1995). Ne contestant pas la pertinence des frontières territoriales, des acteurs étatiques et des politiques identitaires nationales comme cadres structurels de la migration, les auteurs qui utilisent la translocalité comme perspective

² À ce jour, une logique centrée sur l'État-nation et des représentations trop simplistes et linéaires des trajets des personnes déplacées et de leur vie supposée orientée localement avant et après le déplacement sont également profondément inscrites dans les politiques de gestion des migrations et d'asile, en particulier en Europe (Crawley, 2018: 143).

analytique s'affranchissent d'une vision trop étroite de la migration et des relations transnationales. Ils accordent plutôt une plus grande importance à la manière dont les acteurs s'inscrivent dans différents contextes sociaux - ce que nous appellerions des configurations - et à des lieux et localités distincts avant, pendant et après la mobilité (Brickell and Datta, 2011; Greiner and Sakdapolrak, 2013). En soulignant la "situation simultanée des migrants dans différents lieux" (Brickell & Datta 2011: 4), le concept met l'accent sur l'importance du lieu. La translocalité peut donc être considérée comme une version ancrée ou enracinée du transnationalisme. Elle met également en évidence les multiples liens, souvent croisés, entre les lieux, la circulation des personnes, des capitaux, des biens matériels, des idées et des idéologies et la manière dont les liens et les flux translocaux transforment les cadres locaux. Une autre raison de dépasser le nationalisme méthodologique dans la recherche sur les migrations a été d'abandonner la catégorisation des immigrants en groupes nationaux homogènes et de surmonter la distinction artificielle entre migration interne et internationale (King and Skeldon, 2010). Ce dernier aspect est particulièrement crucial pour notre étude des déplacés internes congolais qui entrent dans des situations de déplacement prolongé et cherchent à les surmonter. Dans ces cahiers, nous continuerons donc à utiliser la notion de translocalité au lieu de celle de transnationalisme, la première étant plus complète que la seconde et mieux adaptée aux objectifs de notre projet.³

La translocalité ne découle pas automatiquement de la mobilité. Une, sinon la question centrale dans l'étude des configurations translocales est alors "comment et pourquoi les configurations translocales émergent et dans quelles conditions se maintiennent, s'effacent ou se modifient-elles ?" (Dahinden, 2017: 1478, notre traduction). Suivant les idées d'Elias et de Bourdieu, une configuration translocale est activement produite et reproduite à travers les pratiques d'acteurs qui se trouvent dans une relation d'interdépendance, par exemple, des réfugiés actuels et anciens ou des membres de la famille qui n'ont pas été mobiles eux-mêmes. Les pratiques translocales sont les interactions et les transactions qui vont d'un endroit à l'autre et relient ainsi ces acteurs et localités dans une configuration en réseau. Selon Etzold (2017: 53) les pratiques translocales comprennent : la mobilité humaine, c'est-à-dire les migrations de main-d'œuvre, les

³ Dans une certaine mesure, toutes les configurations sociales englobent les relations translocales au sens de transactions de lieu à lieu entre des individus interdépendants. Les formes spatiales particulières et les distances couvertes dans ces configurations translocales diffèrent, bien sûr. Ce n'est que dans certains cas que les frontières internationales sont transgressées. Il est alors justifié de parler de relations transnationales. Bref, si toutes les configurations transnationales sont en soi translocales, seules les configurations translocales sont de nature transnationale.

voyages d'affaires, les voyages de touristes et les déplacements de réfugiés, qui reposent sur des infrastructures matérielles et sont contenus par les régimes de mobilité ; la communication, c'est-à-dire le transfert d'informations, d'idées, d'émotions et de croyances à travers l'espace, qui repose aujourd'hui sur une infrastructure de connectivité numérique; les transactions de ressources, c'est-à-dire l'argent, les objets matériels, les artefacts personnels, qui - selon l'unité en circulation - nécessitent des connexions matérielles et/ou virtuelles ; et les investissements dans les configurations, c'est-à-dire la création et le maintien de liens et de relations sociales à travers l'espace et l'infrastructure matérielle et/ou virtuelle qui permet la connectivité.

La compréhension de ces quatre différents ensembles de pratiques translocales est cruciale pour une meilleure explication des dimensions translocales du déplacement prolongé.

Configurations translocales du déplacement prolongé dans le contexte congolais

Comment pouvons-nous traduire et appliquer le concept de configurations translocales du déplacement prolongé dans le contexte congolais ? Tout d'abord, il convient de noter que les conflits à l'Est de la RDC n'ont pas déclenché des grands mouvements de réfugiés dans la région de l'Afrique de l'Est ou au-delà, comme dans le cas de l'Erythrée ou la Somalie. Néanmoins, les camps des réfugiés en Tanzanie étaient comptés parmi les plus peuplés du HCR. Le Malawi et la Zambie en avaient également enregistré d'autres. Il est vrai, étant donné la superficie de la RDC, les populations qui fuient leurs milieux insécurisés, trouvent des milieux de s'installer dans les régions non encore affectées par des conflits. Les déplacés congolais restent pour la plupart dans leur propre pays, dans leur propre région. La translocalité est donc un concept plus utile que la transnationalité. À une échelle plus locale, la mobilité et la mobilisation des contacts et des ressources translocales font certainement partie de la stratégie de survie quotidienne de nombreux déplacés congolais. En fait, le déplacement est un événement récurrent plutôt qu'unique pour beaucoup d'entre eux (Rudolf, Jacobs and Nguya, 2014), ce qui conduit à ce que Raeymaekers décrit comme "une forme de subsistance "hyper-mobile"" (Raeymaekers, 2012; White, 2014). Il est donc probable que les gens continuent à faire partie des configurations sociales dans leurs communautés d'origines, mais qu'ils les construisent et les étendent aussi dans le déplacement.

Les gens exercent leur propre pouvoir en termes de mobilité et de connectivité pour renforcer leurs positions dans les configurations sociales. Mais cette agence est également entravée par

des conditions structurelles immobilisantes, telles que la mauvaise infrastructure routière ou le manque de possibilités de transport (Ferf, Hilhorst and Mashanda, 2014). À cela s'ajoute le nombre élevé des barrages routiers, où des acteurs étatiques ou non étatiques prélèvent des taxes qui permettent aux gens d'accéder aux routes elles-mêmes, aux marchés, ou qui garantissent la sécurité le long de la route (Schouten, Murairi and Kubuya, 2017; Schouten, 2019). Schouten et son équipe ont identifié 798 barrages routiers dans les seules provinces du Nord et du Sud-Kivu (Schouten 2017). Les cartes d'identité qui indiquent l'origine des personnes peuvent être un moyen important d'accéder à une certaine route.⁴ Quelqu'un qui n'est pas capable de témoigner de son origine locale a un accès limité ou est tenu de parcourir la route à ses propres risques.

Un autre facteur qui a un impact direct sur l'agence des personnes est le contexte de l'aide humanitaire à long- terme dans l'Est de la RDC, qui a conduit à un "esprit d'attentisme", un comportement qui est largement regretté par les acteurs du développement sur le terrain. Ils éprouvent des difficultés à mener à bien des programmes qui aident les populations à devenir plus autonomes alors que, dans le même temps, les acteurs humanitaires fournissent gratuitement des biens de première nécessité. La friction entre l'aide au développement et l'aide humanitaire a également été soulignée dans le contexte du Haut-Uélé, dans le Nord-Est de la RDC. Dans cette région, les acteurs du développement étaient présents depuis longtemps mais ne pouvaient pas facilement "changer de vitesse pour répondre aux déplacements forcés" lorsqu'un changement rapide de la situation sécuritaire l'exigeait (Derderian and Schockaert, 2012). Un comportement attentiste peut également être considéré comme une force d'immobilisation qui nuit à la mobilité et aux initiatives de retour ou de réinstallation.

Comme la plupart des personnes déplacées en RDC ne s'installent pas dans des camps, elles doivent trouver leurs propres logements. À leur arrivée dans un nouveau lieu, cela signifie souvent qu'il faut mobiliser les contacts existants dans le lieu de refuge. Ces contacts, dans des nombreux cas des parents qui ont déjà fui, sont ceux qui fournissent l'abri d'urgence pendant quelques jours, semaines, ou parfois quelques mois. Après cette période, la plupart des personnes déplacées cherchent un endroit à louer. L'achat d'une propriété n'est possible que pour les personnes les plus chanceuses et les plus riches en ressources (Jacobs *et al.*, 2019).

⁴ De nombreux citoyens congolais n'ont pas de carte d'identité. Ils utilisent leur carte d'électeur à titre symbolique. En RDC, depuis 2005, la carte d'électeur tient lieu d'identité provisoire. Par voie de conséquence, les personnes n'ayant pas l'âge de voter ou encore ceux auxquels la loi priver de ce droit n'en disposent pas.

Des acteurs tels que l'ONU-Habitat ont participé à divers projets visant à améliorer les conditions de logement des personnes déplacées et des rapatriés ces dernières années, en vue d'une reconstruction durable et permanente (Hannula, 2015), mais ces initiatives ne sont viables que lorsqu'il y a suffisamment de stabilité. Tant que les personnes n'ont pas trouvé des conditions de logement stables, l'intégration locale reste instable et nous ne pouvons pas parler de solution durable pour leur déplacement.

L'État Congolais et les acteurs internationaux étant incapables d'assurer la protection de tous les déplacés qui en ont besoin, une grande partie du fardeau est supportée par les membres des communautés d'accueil. Ceux-ci doivent être considérés comme les principaux acteurs humanitaires qui contribuent à résoudre les situations de déplacement prolongé (Hovil and Lomo, 2015) ; en offrant des abris d'urgence, mais aussi en aidant les déplacés à trouver leur chemin dans leur nouvel environnement. Pour trouver une solution durable au déplacement, les personnes dépendent souvent fortement de leurs hôtes. Les membres des communautés d'accueil peuvent constituer des acteurs qui contribuent positivement à l'intégration des personnes, mais ils peuvent aussi agir comme des forces marginalisantes. Cela se produit notamment lorsque les personnes déplacées se sentent discriminées et stigmatisées par la population d'accueil en raison de leur origine rurale, tribale ou de leur vie précaire.

Une enquête par panel menée en 2012 et 2015 auprès d'environ 1200 ménages dans la province du Sud-Kivu a montré que la participation des personnes déplacées aux réunions communautaires (axées respectivement sur la santé, la sécurité et l'éducation) a augmenté de manière significative au fil du temps. En 2012, il y avait encore une différence significative entre le niveau de participation à ces réunions entre les PDI et les non-PDI, avec 41 %, 38 % et 13 % des PDI indiquant ne pas avoir assisté à une de ces réunions parce qu'ils n'y étaient pas invités. Pour les non-PDI, les chiffres en 2012 étaient respectivement de 27, 20 et 9 %. En 2015, les chiffres sont passés respectivement à 19, 16 et 5 % pour les personnes déplacées et de 18, 16 et 5 % pour les non-PDI. En d'autres termes : Les PDI sont devenues mieux informées et ont commencé à recevoir plus souvent des invitations à participer à des réunions communautaires en 2015 qu'en 2012 (Ferf *et al.*, 2016). Cela est un signe qu'elles sont engagées sur la voie de l'intégration locale et qu'elles sont en train de sortir de la marginalité. Cela montre également comment se dessinent leurs configurations sociales dans le déplacement.

Les contributions empiriques à ce numéro spécial présentent des cas détaillés pour montrer comment les configurations sociales dans le déplacement sont maintenues, façonnées et

renforcées par les personnes déplacées elles-mêmes et par d'autres acteurs, et comment les facteurs structurels permettent ou entravent cela. La question de savoir si les personnes déplacées vivent toujours dans une situation de dépendance ou si elles ont trouvé une solution durable ne peut être résolue qu'au cas par cas. La comparaison de différents cas peut tout au plus aider à formuler des affirmations sur les acteurs et les facteurs critiques qui contribuent de manière positive ou négative à ce processus.

Points de départ et thèmes clés

Sur la base de la revue de la littérature pertinente,⁵ TRAFIG a commencé à recueillir des données empiriques sur la base de certaines hypothèses clés. Comme expliqué ci-dessus, la sociologie de la configuration fournit les principaux éléments conceptuels de base. Les déplacements prolongés peuvent être considérés comme une configuration sociale spécifique qui est façonnée par des forces structurelles. Au sein de cette configuration, les relations et les pratiques sociales se développent de manière dynamique.

Au niveau macro, les forces de déplacement, de marginalisation et d'immobilisation conduisent à des constellations plus larges, dans lesquelles les personnes déplacées se retrouvent dans une communauté d'accueil où les options de retour, d'intégration locale ou de réinstallation ailleurs sont limitées.

Au niveau micro et méso, les personnes touchées par les déplacements prolongés sont positionnées dans des ordres sociaux stratifiés et des réseaux d'interdépendance qui se chevauchent, au sein desquels elles donnent un sens à leur vie, participent à des transactions (translocales), cherchent à améliorer leurs potentiels et à contrer les forces structurelles qui délimitent leur agence.

Les chiffres du déplacement ne sont pas fixes ou figés, mais se déploient au contraire de manière dynamique et sont constamment reproduits par les pratiques des personnes déplacées et celles d'autres acteurs tels que les États d'accueil, les communautés locales ou les organisations humanitaires et les transferts de pouvoir entre eux. TRAFIG étudie la dynamique des situations de déplacement - comment elles se prolongent ou se résolvent et comment les acteurs agissent en dépit de conditions contraignantes - dans une perspective de processus.

⁵ Rappelons que ce chapitre introductif ne fournit qu'un résumé de cette revue. Pour plus de détails, veuillez consulter Etzold et al. 2019.

Des figures de déplacement apparaissent, se maintiennent et se réarrangent dans et à travers des lieux et territoires interconnectés avec l'engagement des parties prenantes, des politiques désignées et des cadres juridiques. TRAFIG cherche à étudier ces relations spatiales et vise à identifier des alternatives aux déplacements prolongés qui sont en réseau et translocaux, en s'écartant des solutions basées sur un lieu et un territoire unique.

Pour étudier la fabrication et la défaite des configurations du déplacement prolongé et de la vie des personnes déplacées, nous avons formulé une hypothèse qui guide notre recherche (Tableau 1) :

Tableau 1 : *Risque de vivre dans un déplacement prolongé*

	Mobile	Immobile
Connecté	Risque faible	Risque moyen
Déconnecté	Risque moyen	Risque élevé

Plus les réfugiés, les PDI et les autres migrants sont connectés et mobiles, moins ils risquent de se retrouver dans une situation de déplacement prolongé. À l'inverse, moins les personnes déplacées sont connectées et immobilisées, plus elles risquent d'être vulnérables, dépendantes et coincées dans la précarité.

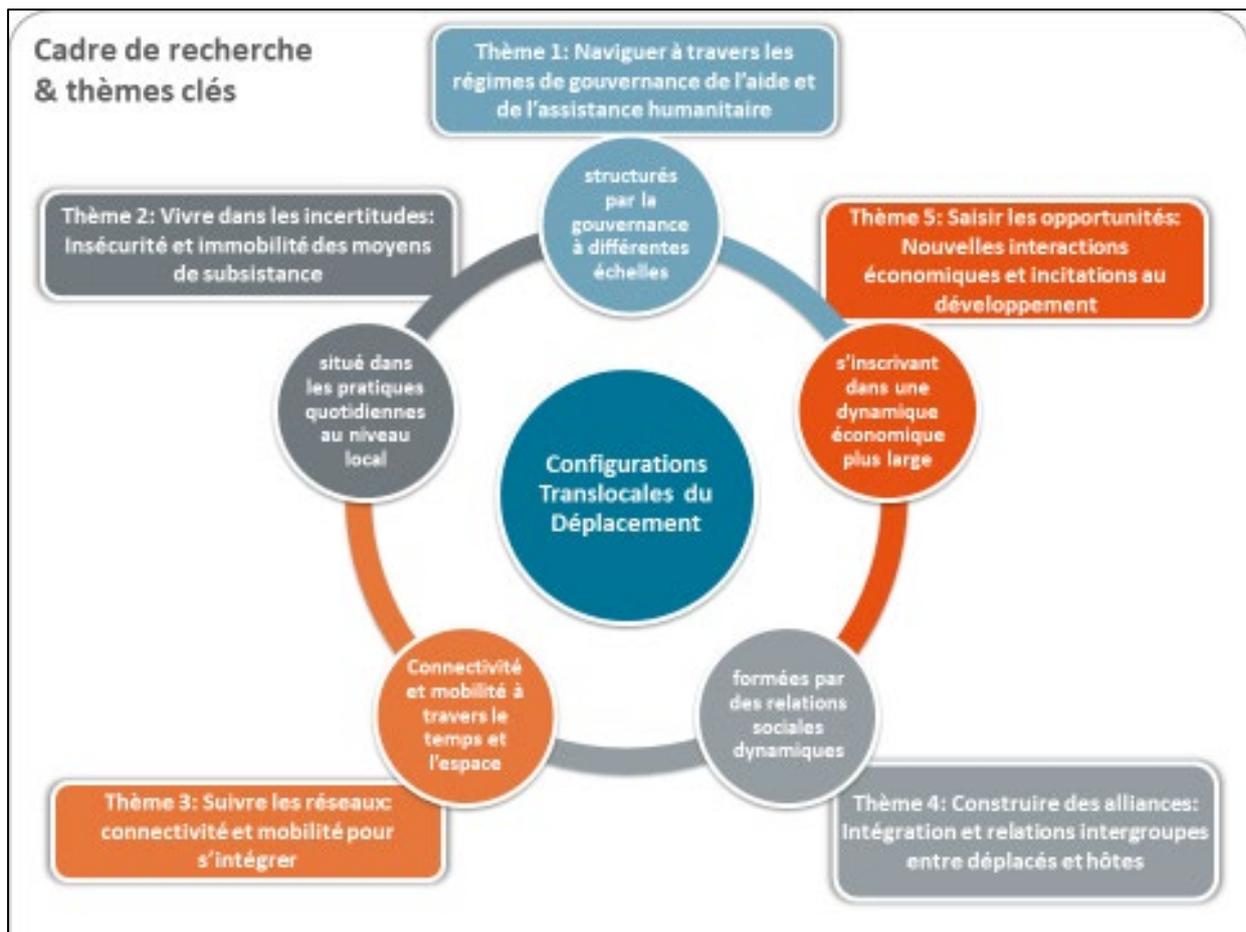
Cette hypothèse repose sur deux facteurs clés pour sortir d'un déplacement prolongé : la connectivité et la mobilité.

La connectivité fait référence aux liens que les personnes ont avec d'autres personnes dans et à travers des espaces et qu'elles peuvent utiliser comme ressources. Nous partons du principe selon lequel plus les personnes déplacées sont connectées et plus la structure de leur réseau est diversifiée - y compris les relations stables avec les membres des communautés d'accueil - plus elles sont autonomes et moins elles courent le risque de vivre dans un état de vulnérabilité, de dépendance et d'immobilité insurmontables. En d'autres termes, des connexions solides aux réseaux locaux et translocaux et des transactions fiables contribuent à renforcer l'autonomie et la résilience des personnes. Tant les fortes dépendances dans les relations sociales hiérarchiques que la déconnexion des réseaux de soutien, de confiance et de solidarité doivent être considérées comme des facteurs contribuant à un déplacement prolongé et comme un risque en soi.

Les situations de déplacement sont le résultat d'une mobilité forcée, mais l'immobilisation, les multiples obstacles à la poursuite de la mobilité ou au retour - contribuent à prolonger le déplacement. Nous supposons que plus les personnes déplacées peuvent se déplacer librement, plus elles peuvent trouver facilement la sécurité, rechercher des moyens de subsistance et redevenir résistantes. Les possibilités de mobilité spatiale dépendent en partie des capacités et des relations des personnes, mais aussi des structures institutionnelles et juridiques qui limitent ou autorisent la mobilité dans un certain espace. La mobilité des personnes déplacées s'inscrit le plus souvent dans les logiques des familles et des réseaux sociaux plus larges et repose sur des modèles de connectivité préexistants ou nouvellement formés.

Perspective

En résumé, la mobilité dans l'Est du Congo peut être considérée comme faisant partie d'une stratégie de subsistance, mais une stratégie qui est peu soutenue par les cadres institutionnels et juridiques de protection. La prolongation du déplacement et les configurations sociales doivent être établies de manière empirique. C'est ce que présentent les chapitres suivants de manière très détaillée. Ils se rapportent aux cinq thèmes principaux de TRAFIG, tels que représentés dans la figure suivante :



Le premier article de ce numéro spécial est rédigé par Carolien Jacobs et est intitulé « Cadres de protection pour les réfugiés et les personnes déplacées en RDC ». L'article se focalise plus particulièrement sur les régimes de protection qui s'appliquent en RDC. Il compare les régimes de protection des réfugiés avec les régimes de protection des personnes déplacées sur la base d'une étude documentaire. Dans le monde et en RDC, la protection des réfugiés est plus avancée et mieux établie que la protection des personnes déplacées. Depuis 2002, la RDC dispose d'une loi "portant statut des réfugiés en RDC". En raison de sa signature de la Convention de Kampala de 2009 sur la Protection et l'Assistance aux Personnes Déplacées en Afrique, la RDC est censée adopter une législation nationale sur les personnes déplacées. Bien qu'un projet de loi ait été publié en 2014, il n'existe pas encore de loi définitive. Ceci est d'autant plus remarquable si l'on considère que le pays abrite environ 5 millions de PDI et seulement environ 500 000 réfugiés.

Avant de passer aux articles empiriques de ce numéro spécial, les cahiers présentent quatre histoires de la vie de quatre personnes déplacées interrogées par notre équipe. Celles-ci révèlent certains des défis auxquels les PDI sont confrontés lors du

déplacement, mais elles témoignent également de la résilience des personnes et de leur capacité à reconstruire leur vie. Pendant que les deux premières histoires ont été notées par Stanislas Lubala et Rachel Sifa Katembera, les deux dernières ont été notées par Innocent Assumani.

Dans leur article « Déplacement Prolongé : Expérimenter et surmonter les incertitudes spatiales, socio-économiques et relationnelles en RDC », Carolien Jacobs et Patrick Milabyo Kyamusugulwa montrent ce que signifie le déplacement prolongé pour les personnes et comment il crée des incertitudes spatiales, socio-économiques et relationnelles qui sont liées entre elles. Mais en plus de montrer les incertitudes auxquelles les personnes déplacées doivent faire face, les auteurs soutiennent également que la nouvelle situation peut offrir des opportunités aux personnes de sortir des modes de vie établis, et des normes et attentes sociales qui sont autrement difficiles à briser. Ainsi, l'incertitude peut devenir un catalyseur de changement.

Le troisième article, rédigé par Innocent Assumani est intitulé « Personnes Déplacées et Stratégies de Survie : Connectivité et mobilité ». Celui-ci présente les stratégies de survie que les personnes déplacées emploient en l'absence d'assistance formelle dans leurs communautés d'accueil. L'auteur soutient que les personnes déplacées mobilisent les contacts existants avec les proches parents ou amis qui peuvent les aider à entrer dans une chaîne d'hospitalité et à créer de nouveaux contacts. Ces contacts les aident à gagner leur vie et à s'installer dans la ville. Si ces contacts font défaut, les personnes déplacées peuvent envisager de s'installer ailleurs pour chercher de nouvelles opportunités.

Joachim Ruhamy Mugenzi, auteur du quatrième article s'intéresse à la « Dynamique Sociale de la Construction des Alliances Interpersonnelles et Intergroupes entre Personnes Déplacées Internes et Communautés Hôtes ». L'auteur met en lumière non seulement la manière dont les personnes déplacées utilisent leurs réseaux existants pour reconstruire leurs vies dans le cadre du déplacement et pour s'intégrer, mais aussi la manière dont les membres de la communauté hôte (c'est-à-dire les résidents de Bukavu à long terme) perçoivent les personnes déplacées et ce qui les motive à contribuer à l'intégration des personnes déplacées.

Le cinquième article est rédigé par Stanislas Lubala et Rachel Katembera Sifa et s'intitule « Saisir les Opportunités : Contribution des personnes déplacées à l'économie ». Les auteurs montrent que les personnes déplacées ne doivent pas simplement être considérées comme un fardeau pour la communauté d'accueil, mais qu'elles peuvent également contribuer à l'économie locale et, en fait, enrichir parfois cette économie en apportant des ressources de leurs communautés d'origines. En apportant une valeur ajoutée aux marchés locaux, les

personnes déplacées non seulement assurent leur propre subsistance, mais sont aussi plus appréciées et mieux intégrées dans leur communauté d'accueil.

La sixième contribution à ce numéro spécial est celle de Lucien Wand'arhasima M. et Valéry Muhaya N. Leur article intitulé « Mouvements des Paysans et leur Impact sur la Bidonvilisation de la Ville de Bukavu » ne s'intéresse pas particulièrement aux PDI mais examine de manière plus générale l'impact de la migration sur la ville. Les auteurs analysent les causes et les conséquences de cette migration et la manière dont elle conduit à la bidonvilisation de la ville de Bukavu. Les auteurs proposent des pistes pour trouver des moyens plus durables de réaliser l'expansion de la ville.

Alors que les six premières contributions de ce numéro spécial traitent principalement des personnes déplacées et de leur vie dans le déplacement, la septième contribution de Bubala Wilondja Isaac adopte une perspective différente, mais complémentaire. L'article est intitulé « Accaparement et Thésaurisation des Terres Rurales par les Élités au Sud-Kivu, RDC ». Au lieu de se pencher sur les *conséquences* du déplacement, il étudie l'une des *causes* profondes du déplacement, à savoir l'accaparement des terres par l'élite qui est en mesure d'utiliser les méandres de l'administration foncière de la province. L'auteur soutient que l'insécurité et les conflits armés ne sont pas les seules causes de déplacement. L'accaparement des terres est souvent négligé, mais il constitue une raison pertinente et réelle pour que les gens quittent les zones rurales. Privés de leurs terres, les paysans sans terre ne sont plus en mesure de gagner leur vie dans les zones rurales et n'ont pas d'autre choix que de se déplacer vers les centres urbains.

Finalement, la conclusion rassemble tous les résultats de ce numéro spécial et revient à la question principale du projet de recherche TRAFIG.

Bibliographies

1. ADELMAN, H. *Protracted Displacement in Asia: No Place to Call Home*. London: Routledge, 2008.
2. BAUR, N. and ERNST, S. 'Towards a process-oriented methodology : Modern social science research methods and Norbert Elias 's figurational sociology', *The Sociological Review*, 59(1), 2011, 119–139. doi: 10.1111/j.1467-954X.2011.01981.x.
3. BOHNET, H. *et al. Protected Rather Than Protracted : Strengthening Displaced Persons in Peace Processes, BICC Working Paper*. 3. Bonn, 2015. Available at: https://www.bicc.de/uploads/tx_bicctools/working_paper_0315.pdf.
4. BOURDIEU, P. 'The Social Space and the Genesis of Groups', *Theory and Society* 1, 14(6), 1985, 723–744.
5. BRICKEL, K. and DATTA, A. *Translocal Geographies: Spaces, Places, Connections*. London: Ashgate, 2011.
6. BRUN, C. and FÄBOS, A. 'Making homes in limbo? A conceptual framework', *Refuge*, 31(1), 2015, 5–17. doi: 10.25071/1920-7336.40138.
7. COHEN, R. *Global Diasporas: An Introduction, Global Diasporas: An Introduction, Second Edition*. London and New York: Routledge, 2008, doi: 10.4324/9780203928943.
8. COHEN, R. and VAN HEAR, N. 'Visions of Refugia: territorial and transnational solutions to mass displacement', *Planning Theory and Practice*. Routledge, 18(3), 2017, 494–504. doi: 10.1080/14649357.2017.1330233.
9. CRAWLEY, H. *Unravelling Europe's Migration Crisis: Journeys over Land and Sea*. Bristol/Chicago: Policy Press, 2018
10. CRISP, J. *No solutions in sight: the problem of protracted refugee situations in Africa`*. 75. Geneva, 2003. Available at: <https://www.unhcr.org/afr/3e2d66c34.pdf>.
11. DAHINDEN, J. 'Transnationalism reloaded: the historical trajectory of a concept', *Ethnic and Racial Studies*.40(9), 2017, 1474–1485. doi: 10.1080/01419870.2017.1300298.
12. DERDERIAN, K. and SCHOKAERT, L. 'Can aid switch gears to respond to sudden forced displacement? The case of Haut-Uele, DRC', *Refuge*, 27(1), 2012, 16–23. Available at: <http://hdl.handle.net/10144/268055>.
13. ELIAS, N. *What is Sociology?* New York: Columbia University Press, 1978.

14. EMIRBAYER, M. 'Manifesto for a Relational Sociology', *American Journal of Sociology*, 103(2), 1997, 281–317.
15. ETZOLD, B. 'Mobility, space and livelihood trajectories: new perspectives on migration, translocality and place-making for livelihood studies', in de Haan, L. (ed.) *Livelihoods and Development: New Perspectives*. Leiden/Boston: Brill, 2017, 44–68.
16. ETZOLD, B., BELLONI, M., KING, R. KRALER, A, PASTORE, F. Transnational Figurations of Displacement- Conceptualising protracted displacement and translocal connectivity through a process-oriented perspective. Bonn: BICC, Working paper no.1, 2019
17. FERF, A., HILHORST, D. and MASHANDA, M. Rural road (re)construction: Transport and rural livelihoods in the conflict-affected and fragile state environment of South Kivu. 2. London, ODI: 2014.
18. FERF, A. J. E. et al. Tracking change in livelihoods, service delivery and governance: Evidence from a 2012-2015 panel survey in South Kivu , DRC. London, ODI, 2016.
19. GIDDENS, A. *The Constitution of Society: Outline of the Theory of Structuration*. Cambridge: Polity Press, 1984.
20. GLICK SCHILLER, N. and FAIST, T. *Migration, Development and Transnationalism: A critical stance*. New York, Oxford: Berghahn Books, 2010
21. GLICK SCHILLER, N., BASCH, L. and SZANTON BLANC, C. 'From Immigrant to Transmigrant: Theorizing Transnational Migration', *Anthropological Quarterly*, 68(1), 1995 48–63.
22. GRANOVETTER, M. S. 'The strength of weak ties', *American Journal of Sociology*, 6(May), 1973, 1360–1380. doi: 10.1017/S0269889712000130.
23. GREINER, C. and SAKDAPOLRAK, P. 'Translocality: Concepts, Applications and Emerging Research Perspectives', *Geography Compass*, 7(5), 2013, 373–384. doi: 10.1111/gec3.12048.
24. GULLIVER, P. H. *Disputes and negotiations: A cross-cultural perspective*. New York: Academic Press, 1979.
25. DE HAAN, L. and ZOOMERS, A. 'Exploring the frontier of livelihoods research', *Development and Change*, 36(1), 2005, 27–47. doi: 10.1111/j.0012-155X.2005.00401.x.
26. HANNULA, E.-L. Sustainable housing reconstruction in the Eastern Democratic Republic of Congo. 2015.

27. VAN HEAR, N. 'Refugees in diaspora: From durable solutions to transnational relations', *Refuge*, 23(1), 2006, 9–15.
28. HOVIL, L. and LOMO, Z. 'Forced Displacement and the Crisis of Citizenship in Africa's Great Lakes Region: Rethinking Refugee Protection and Durable Solutions', *Refuge*, 31(2), 2015, 39–50.
29. HYNDMAN, J. and GILES, W. *Refugees in Extended Exile: Living on the Edge*. Abingdon: Routledge, 2016.
30. IASC. Cadre conceptuel sur les solutions durables pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, 2010.
31. JACOBS, C. *et al* 'Towards Becoming a Property Owner in the City: From being displaced to becoming a citizen in urban DR Congo', *Land Use Policy*. Elsevier, 85(December 2018), 2019, 350–356. doi: 10.1016/j.landusepol.2019.04.009.
32. KÄLIN, W. and ENTWISLE CHAPUISAT, H. Breaking the impasse: Reducing protracted internal displacement as a collective outcome, Policy and Studies Series. New York, 2017. doi: 10.1017/CBO9781107415324.004.
33. KASPERSEN, L. B. and GABRIEL, N. 'The importance of survival units for Norbert Elias's figurational perspective', *Sociological Review*, 56(3), 2008, 370–387. doi: 10.1111/j.1467-954X.2008.00795.x.
34. KING, R. and SKELDON, R. "'Mind the Gap!'" Integrating approaches to internal and international migration', *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 36(10), 2010, 1619–1646. doi: 10.1080/1369183X.2010.489380.
35. KITS, H. J. 'Betwixt and Between: Refugees and Stateless Persons in Limbo', *Refuge: Canada's Journal on Refugees*, 22(2), 2005, 3–5. doi: 10.25071/1920-7336.21327.
36. KOSER, K. 'Refugees, transnationalism and the state', *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 33(2), 2007, 233–254. doi: 10.1080/13691830601154195.
37. LOESCHER, G. and MILNER, J. 'The significance of protracted refugee situations', *The Adelphi Papers*, 45(375), 2005, 7–12. doi: 10.1080/05679320500212098.
38. LONG, K. 'Rethinking "Durable" Solutions', in Fiddian-Qasmiyeh, E. et al. (eds) *The Oxford Handbook of Refugee and Forced Migration Studies*. Oxford [a.o.]: Oxford University Press, 2014, 1–14. doi: 10.1093/oxfordhb/9780199652433.013.0013.
39. MILNER, J. and LOESCHER, G. Responding to protracted refugee situations: Lessons from a decade of discussion, Forced Migration Policy Briefing 6. Oxford, 2011.
40. PANSARDI, P. 'Power to and power over: Two distinct concepts of power?', *Journal of Political Power*, 5(1), 2012, 73–89. doi: 10.1080/2158379X.2012.658278.

41. RAEYMAEKERS, T. 'Reshaping the state in its margins: The state, the market and the subaltern on a Central African frontier', *Critique of Anthropology*, 32(3), 2012, 334–350. doi: 10.1177/0308275X12449248.
42. RUDOLF, M., JACOBS, C. and NGUYA, G. '‘Si Dieu t’envoie de l’aide, tu ne peux pas refuser’ - continuous displacement, vulnerability and humanitarian aid in protracted conflicts in DR Congo', *Annuaire L’Afrique des Grands Lacs 2014/2015*, 2014, 107–126.
43. SCHOUTEN, P. 'Roadblock politics in Central Africa', *Environment and Planning D: Society and Space*, 37(5), 2019, 924–941. doi: 10.1177/0263775819830400.
44. SCHOUTEN, P., MURAIRI, J. and KUBUYA, S. 'Everything that moves will be taxed': The political economy of roadblocks in North and South Kivu, IPIS. Antwerp/Copenhagen, 2017.
45. STEIN, B. and CLARK, L. *Refugee Integration and Older Refugee Settlements in Africa*. 1990. Available at: <https://msu.edu/course/pls/461/stein/FINAL.htm>.
46. WHITE, S. (2014) *Et maintenant, quoi?* Washington, D.C.

